

Les crédits

deux semaines, combien il était heureux de voir au moins 5 000 des 12 000 membres de son syndicat au travail.

Il se réjouissait de voir 50 grues sur divers chantiers de construction dans la ville. Il me disait que, sans le programme ontarien de construction de logements sans but lucratif, rien de tout cela ne se produirait.

Dans le cadre d'un programme provincial, 20 000 places seront créés dans des garderies. Le gouvernement a également pris un risque, un risque calculé. J'espère que son initiative sera couronnée de succès. Afin d'éviter la fermeture de l'aciérie Algoma à Sault-Sainte-Marie, quand la crise a éclaté, le gouvernement provincial a réagi rapidement et a mis sur pied un groupe de travail réunissant tous les intéressés, les représentants de la communauté, du syndicat, de l'entreprise, des banques, du gouvernement fédéral et, bien sûr, du gouvernement ontarien.

Je dois féliciter le gouvernement fédéral qui, même s'il a assez hésité pour en inquiéter plus d'un, a néanmoins accepté de collaborer avec le gouvernement ontarien à un programme de financement permettant aux travailleurs âgés de prendre leur retraite anticipée pour que tous les jeunes hommes et les jeunes femmes de Sault-Sainte-Marie ne soient pas obligés de quitter la ville pour trouver du travail.

Cependant, je ne veux pas m'attarder aux solutions qui pourraient être adoptées ou non, qui devraient être utilisées ou non. Je veux aborder un problème fondamental auquel le gouvernement doit s'attaquer, soit l'effet destructeur qu'a eu l'Accord de libre-échange et que pourrait avoir le nouvel accord nord-américain de libre-échange, s'il devient réalité, sur nos emplois.

Le gouvernement fédéral doit abolir l'accord actuel et mettre un terme aux négociations de l'accord nord-américain tant que les ententes n'auront pas été remaniées de façon à ne pas imposer aux travailleurs tout le fardeau associé à de tels changements.

Je voudrais citer un extrait d'un récent rapport que le comité de développement économique de la ville de Toronto a adressé au conseil municipal concernant. . .

Une voix: Communiste.

M. Heap: Le député d'en face traite le maire Rowlands et d'autres de communistes. Je lui laisse le soin de tirer la chose au clair avec eux.

Il s'agit d'un rapport de la ville de Toronto qui sera examiné, dans quelques semaines, lors d'une réunion du comité municipal pertinent. Le rapport traite de l'incidence de la libéralisation du commerce pour la ville de Toronto.

Le temps me fait défaut pour parler de tout le rapport car il s'agit d'un document très détaillé qui s'appuie sur bien des études et des sondages. Les auteurs signalent, par exemple, que beaucoup d'entreprises ont déménagé leur siège de l'Ontario aux États-Unis. C'est le cas de Pillsbury; Avis déménage à New York, ou a plutôt éliminé 16 postes à son siège. L'emploi a chuté de 16 p. 100 dans les sièges d'entreprises à Toronto entre l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange en 1989 et 1991; cela représente une perte de 7 254 emplois. Cela se passe dans les sièges sociaux d'entreprises au Canada.

Un autre secteur de notre économie, l'industrie de la transformation des aliments, est durement touché. La ville et le Grand Toronto comptent beaucoup d'usines de ce genre, mais pas autant qu'avant. Entre 1989 et 1991, les pertes d'emploi de ce secteur ont été de 21,4 p. 100 dans la ville de Toronto et de 8,6 p. 100 dans l'agglomération.

Beaucoup de ces emplois sont allés aux États-Unis, en partie à la suite de fusions et de prises de contrôle, par des sociétés américaines, d'industries comme UNICO, qui ont ensuite fermé leurs portes ou réduit sensiblement leurs activités.

• (1240)

L'Ontario Food Processors Association qui a appuyé, remplie d'espoirs, l'Accord de libre-échange en 1988, signale maintenant que, malgré l'aide de transition promise par le gouvernement fédéral, l'on s'attendait à ce que le secteur traverse une phase de transition. Le gouvernement fédéral a promis de venir en aide aux secteurs sur lesquels l'accord aurait une incidence négative, mais cette aide ne s'est pas encore concrétisée, pas dans son cas du moins.

L'Union des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce est d'avis que l'Accord de libre-échange n'a pas ouvert le marché des États-Unis à ce secteur comme promis. C'est d'ailleurs l'avis général. Certaines des personnes qui ont participé à la négociation de l'accord, comme M. Ritchie, reconnaissent que, non seulement les États-Unis n'ont pas respecté leurs engagements, mais ils donnent de plus en plus l'impression